

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/501

26 avril 1984

FRANCAIS

Original : ANGLAIS/RUSSE

LETTRE DATEE DU 25 AVRIL 1984, ADRESSEE A LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR
LE CHEF DE LA DELÉGATION HONGROISE, TRANSMETTANT LE TEXTE DU COMMUNIQUE
PUBLIE A L'ISSUE DE LA REUNION DU COMITE DES MINISTRES DES AFFAIRES
ETRANGERES DES ETATS PARTIES AU TRAITÉ DE VARSOVIE, TENUE A BUDAPEST
LES 19 ET 20 AVRIL 1984

J'ai l'honneur de vous informer que le Comité des Ministres des affaires
étrangères des États parties au Traité de Varsovie s'est réuni à Budapest
les 19 et 20 avril 1984.

Vous trouverez ci-joint le texte du communiqué publié à l'issue de la
réunion en langue originale russe.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce
communiqué comme document officiel de la Conférence du désarmement.

l'Ambassadeur,
Chef de la délégation hongroise à
la Conférence du désarmement :

(Signé) David MEISZTER

GE.84-61710

**COMMUNIQUE PUBLIE A L'ISSUE DE LA REUNION DU COMITE DES MINISTRES
~~DES AFFAIRES ETRANGERES DES ETATS PARTIES AU TRAITE DE VARSOVIE~~**

Les 19 et 20 avril 1984 s'est tenue à Budapest une réunion ordinaire du Comité des Ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle conclu à Varsovie.

Ont pris part à la réunion P. Mladenov, Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie; P. Varkoni, Ministre des affaires étrangères de la République populaire hongroise; O. Fischer, Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande; S. Olszowski, Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Pologne; Ch. Andrei, Ministre des affaires étrangères de la République socialiste de Roumanie; A.A. Gromyko, Premier Vice-Président du Conseil des ministres de l'URSS et Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et B. Chnoupek, Ministre des affaires étrangères de la République socialiste tchécoslovaque.

1. Les ministres ont examiné en détail les questions liées à la situation en Europe dans le contexte plus large de la situation internationale générale.

Il a été constaté que les évaluations et conclusions concernant le cours dangereux pris par les événements, contenues dans la Déclaration politique de Prague du 5 janvier 1983 et la Déclaration commune de Moscou du 28 juin 1983, sont entièrement confirmées par l'évolution des choses ces derniers temps. La situation déjà tendue a pris une acuité encore plus grande avec le début du déploiement dans certains pays de l'OTAN de missiles nucléaires américains de moyenne portée, qui a ouvert une phase nouvelle et particulièrement dangereuse de la course aux armements nucléaires sur le continent européen. Cela a obligé l'Union soviétique à entreprendre une série de mesures de rétorsion. Les négociations sur les armements nucléaires en Europe ont été interrompues.

Le résultat de l'escalade de la course aux armements nucléaires à laquelle on assiste, et contre laquelle les Etats parties au Traité de Varsovie ne cessent de s'élever, est que la menace d'une guerre nucléaire, avec toutes ses conséquences catastrophiques pour l'humanité, pour la vie même sur terre, a brutalement augmenté. Un sérieux préjudice est porté à la sécurité européenne, et la confiance dans les relations entre Etats a été sapée.

Il est inquiétant que soient mises en avant des conceptions dangereuses pour la paix, qui contestent les frontières existantes entre les Etats européens et sont dirigées contre leur ordre social et d'autres réalités territoriales et politiques de l'Europe actuelle. Les rapports entre les Etats sont également compliqués par l'introduction de limitations discriminatoires des liens économiques, et par des tentatives de s'ingérer de l'extérieur dans les affaires intérieures des Etats.

L'évolution de plus en plus dangereuse des événements sur le continent européen et dans le monde entier renforce l'inquiétude dans de larges couches de la population, inquiétude qui se manifeste dans des déclarations et des mouvements massifs contre la guerre, et aussi parmi les hommes politiques, les savants, les médecins. Ils exigent la cessation de la course aux armements et la réalisation du désarmement, en particulier nucléaire; une coopération entre les Etats dans l'intérêt de la paix et de la stabilité; le retour à une politique de relâchement de la tension internationale. Des hommes d'Etat et des dirigeants de divers pays s'élèvent également contre la politique de confrontation, contre le renforcement de la course aux armements, et exigent qu'il soit mis un frein à celle-ci.

Les peuples de l'Europe et du monde entier s'élèvent contre la politique impérialiste et veulent que les rapports entre les Etats soient basés sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, l'inviolabilité des frontières, l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, l'égalité de droits et d'autres principes fondamentaux des relations interétatiques.

2. On a souligné à la réunion la conviction des Etats parties au Traité de Varsovie que l'assainissement de la situation, le retour à la détente, exigent un dialogue entre les Etats sur les questions vitales du maintien et du renforcement de la paix - un dialogue sérieux et sur un pied d'égalité, pénétré du sentiment de responsabilité.

En outre, les participants à la réunion ont exprimé leur ferme conviction qu'il n'est pas de problème qu'il soit impossible de résoudre par la voie de négociations si celles-ci sont conduites sur la base d'une approche constructive et d'une volonté politique d'atteindre des résultats positifs, compte dûment tenu des intérêts vitaux des peuples, des intérêts de la paix et de la sécurité internationales. Cela est confirmé également par l'expérience des relations internationales.

Les Etats représentés à la réunion sont prêts à mener de telles négociations sur toutes les questions touchant au maintien de la paix en Europe qui présentent un intérêt commun. Ces négociations doivent avoir pour but la réalisation d'ententes basées sur le principe de l'égalité et de la sécurité égale.

Comme cela a été affirmé maintes fois par les Etats parties au Traité de Varsovie, ceux-ci ne recherchent pas la supériorité militaire et ils n'admettront pas une supériorité militaire sur eux; ils se prononcent résolument pour le maintien de l'équilibre des forces aux niveaux les plus bas possibles.

3. Les Etats parties au Traité de Varsovie partent de l'idée que dans le dialogue politique contemporain, la place la plus importante doit revenir à l'éloignement de la menace d'une guerre nucléaire, à la recherche de moyens pratiques pour en finir avec la course aux armements et passer au désarmement, en particulier nucléaire.

Ne jugeant pas irréversible le cours actuel des événements, ils soulignent que le problème de la réduction des armements nucléaires en Europe, qu'il s'agisse d'armes tactiques ou de portée moyenne, jusqu'à leur élimination complète peut être résolu par la voie de négociations constructives et productives.

Une exigence impérieuse pour la paix et la sécurité en Europe dans les conditions actuelles est l'arrêt de l'accumulation de nouveaux moyens nucléaires sur le continent. A ce propos, les Etats représentés à la réunion insistent sur l'arrêt du déploiement en Europe occidentale de missiles nucléaires américains de moyenne portée et déclarent que si des mesures sont prises conduisant au retrait des missiles déjà déployés, alors simultanément des dispositions seront prises pour rapporter les mesures de rétorsion. Cela créera une base pour la reprise des négociations en vue d'aboutir à des accords appropriés visant à éliminer d'Europe les armes nucléaires tant tactiques que de moyenne portée. Aucune possibilité, aucune chance ne doivent être négligées pour revenir sur la voie des négociations.

D'autre part, les participants à la réunion ont souligné la grande responsabilité des Etats sur le territoire desquels le déploiement de missiles nucléaires de moyenne portée a été entrepris ou prévu, responsabilité pour le sort de leurs propres peuples et de tous les peuples européens, pour la paix en Europe et dans le monde entier. Il est indispensable que justement ces Etats-là prennent sans tarder des mesures propres à faire cesser le déploiement de missiles nucléaires de moyenne portée sur leur territoire et faire retirer ces missiles.

Etant donné que l'accumulation d'armements nucléaires en Europe touche aux intérêts vitaux et à l'existence de tous les peuples européens, les Etats représentés à la réunion estiment particulièrement important que tous les Etats européens s'emploient systématiquement à écarter la menace d'une guerre nucléaire et collaborent activement à la réalisation de cet objectif. Il faut barrer la route à une guerre nucléaire en Europe, et tous les pays européens doivent y contribuer d'une manière ou d'une autre.

A ce propos, les Etats parties au Traité de Varsovie s'adressent tout spécialement aux Etats membres de l'OTAN en leur demandant de collaborer pour faire en sorte que de nouveaux missiles nucléaires de moyenne portée ne soient pas déployés et que les missiles qui le sont déjà soient retirés, et que des mesures efficaces de désarmement nucléaire soient prises en Europe.

4. Partant du principe que la cessation de la course aux armements et le passage au désarmement, en particulier nucléaire, est une question fondamentale de notre époque, les Etats représentés à la réunion se déclarent toujours prêts à négocier sur les nombreuses questions mûres pour être tranchées dans le domaine de la limitation de la course aux armements et de la réduction de ceux-ci.

Dans ce contexte, les participants à la réunion estiment indispensable d'appeler encore une fois l'attention sur la proposition faite dans la Déclaration politique de Prague du 5 janvier 1983, tendant à la conclusion d'un traité sur la renonciation mutuelle au recours à la force et le maintien de rapports pacifiques entre les Etats parties au Traité de Varsovie et les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord. Ils rappellent aussi les récents appels adressés par leurs Etats aux Etats membres de l'OTAN concernant des négociations directes sur la question de l'élimination des armes chimiques en Europe et sur celle de la non-augmentation et de la réduction des dépenses militaires.

Les Etats représentés à la réunion sont prêts à engager à tout moment une discussion préalable avec les pays membres de l'OTAN sur les questions relatives à la préparation et à l'organisation de négociations sur toutes ces propositions. Ils attendent des Etats membres de l'OTAN une réaction positive et aussi rapide que possible à leurs appels.

Ils soulignent aussi qu'il est maintenant devenu indispensable pour les puissances nucléaires qui ne l'ont pas encore fait de s'engager à ne pas être les premières à utiliser l'arme nucléaire. A leur avis, il faudrait aborder au plus tôt l'examen concret et la solution de questions importantes comme l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, le gel quantitatif et qualitatif des armements nucléaires, l'interdiction de militariser l'espace extra-atmosphérique, d'employer la force dans l'espace extra-atmosphérique ou à partir de l'espace contre la Terre, l'interdiction et l'élimination des armes chimiques à l'échelle mondiale. Toutes les propositions et initiatives des Etats parties au Traité de Varsovie dans ce domaine, qu'elles aient été présentées collectivement ou individuellement, restent valables.

Une réponse positive des pays de l'OTAN à ces propositions serait une manifestation concrète de l'intérêt qu'ils portent à l'établissement des relations constructives dont il est question dans leur Déclaration de Bruxelles en date du 9 décembre 1983.

Les Etats représentés à la réunion ont également réaffirmé leur volonté d'examiner attentivement et dans un esprit positif les propositions des autres pays en vue d'affaiblir et d'écartier la menace d'une guerre nucléaire, d'arrêter la course aux armements, de passer au désarmement, de renforcer la sécurité internationale, et d'échanger des vues sur ces propositions avec tous les Etats intéressés.

Examinant l'état des négociations de Vienne sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale, les participants à la réunion ont appelé encore une fois l'attention sur la nouvelle approche proposée par les pays socialistes - qui en sont des participants directs - selon laquelle une absence d'entente sur la question des effectifs militaires actuels ne ferait pas obstacle à la conclusion d'un accord sur leur réduction. En tenant dûment compte de cette approche et avec les efforts de tous les participants aux négociations, une entente sur une réduction substantielle des forces armées et des armements en Europe centrale peut et doit être réalisée sans plus tarder. La réalisation d'une telle entente dans les conditions actuelles aurait un effet positif sur la situation en Europe, sur les perspectives de progrès en vue de freiner la course aux armements et de passer au désarmement.

Considérant la création de zones dénucléarisées comme une étape importante en vue de débarrasser l'Europe de l'arme nucléaire et de renforcer la confiance, les participants à la réunion ont réaffirmé la position constante de leurs Etats en faveur de la création de telles zones dans les Balkans, en Europe du Nord et dans d'autres régions du continent. Ils soutiennent activement les efforts entrepris dans ce sens.

La conviction a été exprimée à la réunion que des ententes importantes pour la sécurité internationale peuvent être réalisées à la Conférence du désarmement à Genève si tous les participants à celle-ci y collaborent avec persévérance et en déployant des efforts constants.

5. La réunion a accordé une attention considérable aux travaux de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe. On a relevé avec satisfaction que cette Conférence, à la convocation de laquelle les Etats parties au Traité de Varsovie ont contribué de manière substantielle, a été ouverte, à la mesure de son importance, à un niveau politique approprié.

On a constaté en outre qu'à la première session de la Conférence de Stockholm avaient commencé des échanges de vues quant au fond concernant les problèmes sur la solution desquels devaient se concentrer les travaux de la Conférence et que des propositions et initiatives y avaient été présentées. Il importe maintenant que tous les participants à la Conférence s'efforcent d'approfondir la compréhension mutuelle au sujet de ces problèmes et négocient sur des aspects concrets afin de parvenir à des résultats effectifs. Pour que ces négociations soient aussi productives que possible, il faut une volonté politique et une telle compréhension mutuelle.

Les Etats représentés à la réunion estiment que la Conférence doit élaborer, en matière de confiance et de sécurité, des mesures qui se complètent mutuellement, répondent aux besoins les plus critiques et immédiats de l'Europe actuelle, et visent à affaiblir la menace de guerre et à réduire la confrontation militaire. C'est en s'inspirant de ces considérations qu'ils vont oeuvrer à la réalisation d'une entente sur de telles mesures au cours des travaux de la Conférence de Stockholm, au cours des négociations qui s'y dérouleront.

Ils se déclarent aussi en faveur à ce que la Conférence, après l'achèvement des travaux sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité, et conformément aux dispositions du document final de la rencontre de Madrid, aborde sans tarder l'examen de mesures de désarmement en Europe.

* * *

6. Les participants à la réunion ont souligné le caractère immuable de la position de principe de leurs Etats concernant l'élimination partout dans le monde des foyers de tension et des conflits armés existants et la prévention de nouveaux foyers et conflits de ce genre, le règlement de tous les différends internationaux par des moyens pacifiques, par voie de négociation. Ils ont réaffirmé leur solidarité avec les peuples qui luttent pour la liberté, l'indépendance et le progrès social, pour le développement économique, et contre la politique d'agression impérialiste, le colonialisme et le racisme.

* * *

La réunion du Comité des Ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie s'est déroulée dans un climat de fraternelle compréhension mutuelle et d'aspiration à contribuer à infléchir vers le mieux l'évolution des événements internationaux.

La prochaine réunion ordinaire du Comité des Ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie aura lieu en novembre 1984, à Berlin.